

Les Écossais disent « non » à l'indépendance

Corinne Deloy

Résultats

Résumé :

Le 18 septembre, la majorité des 4,25 millions de résidents écossais appelés aux urnes ont dit « non » à l'indépendance. 55,25% d'entre eux ont répondu par la négative à la question qui leur était posée : « *Should Scotland be an independent country ?* (L'Écosse doit-elle devenir un pays indépendant ?) », enterrant – pour quelques années en tout cas – les rêves d'indépendance du Parti nationaliste écossais (SNP) de leur chef de gouvernement Alex Salmond.

La victoire du « non » a finalement été plus large que ce qu'avaient laissé prévoir les enquêtes d'opinion. Le « oui » est sorti vainqueur (53,49%) dans la plus grande ville écossaise, Glasgow, ainsi qu'à Dundee (57,35%), ville située sur la côte Est. La circonscription de West Dunbartonshire (centre) s'est également prononcée majoritairement pour l'indépendance (53,96%). En revanche, Edimbourg a largement voté « non » à 61,1% tout comme la troisième ville du pays, Aberdeen (56,61%).

Les partisans de l'indépendance ont échoué à convaincre la majorité des électeurs des bénéfices économiques d'une sortie de l'Écosse du Royaume-Uni.

Si aucune participation minimum n'était exigée pour la validation du vote, les Écossais se sont cependant mobilisés en masse pour ce scrutin : 84,6% d'entre eux se sont rendus aux urnes, ce qui constitue un record historique depuis l'instauration du suffrage universel en 1918 au Royaume-Uni.

Résultats du référendum sur l'indépendance en Écosse du 18 septembre 2014

Participation : 84,6%

Question posée	Pourcentage de vote « oui » (le nombre de voix est entre parenthèses)	Pourcentage de vote « non » (le nombre de voix est entre parenthèses)
L'Écosse doit-elle devenir un pays indépendant ?	44,65 (1 617 989)	55,25 (2 001 926)

Source : <http://scotlandreferendum.info/>

« *Il est temps pour notre Royaume-Uni de se rassembler et d'aller de l'avant* » a déclaré le Premier ministre britannique David Cameron (Parti conservateur) à l'annonce des résultats, indiquant que la question de l'indépendance de l'Écosse était désormais « *réglée pour une génération* ». « *Il ne peut y avoir de contestation, de nouveau scrutin. Nous avons entendu la volonté très claire des Écossais* » a affirmé le chef du gouvernement britannique qui

a promis d'accorder des pouvoirs élargis à la région septentrionale du Royaume-Uni ainsi qu'à l'Angleterre, au Pays de Galles et à l'Irlande du Nord (Ulster).

David Cameron a également mis en avant le fait que les parlementaires écossais ou gallois siégeant à la Chambre des Communes de Londres, chambre basse du Parlement britannique, peuvent voter sur les questions qui concernent l'Angleterre (la santé et l'éducation par exemple) tandis que les députés anglais ne sont

pas autorisés à faire de même sur les questions de santé et d'éducation en Ecosse ou au Pays de Galles, un « point crucial » pour les électeurs anglais selon le Premier ministre britannique.

« *La prétention de Westminster à avoir une autorité totale sur le pays est morte et enterrée* » a souligné l'ancien Premier ministre (2007-2010) Gordon Brown (Parti travailliste). Le dirigeant du principal parti d'opposition, Ed Miliband, a indiqué que le référendum écossais allait « *changer la façon dont l'Angleterre est dirigée, avec un besoin de pouvoirs accrus, localement, du comté de Cornouailles jusqu'au comté de Cumbria* ». Une enquête d'opinion rendue publique il y a deux jours par la chaîne de télévision ITV News a révélé que près de la moitié des Britanniques étaient favorables à l'idée d'accorder des pouvoirs accrus aux municipalités et aux régions anglaises et galloises. Dans le Yorkshire, qui est le plus vaste comté d'Angleterre, une campagne intitulée Yorkshire First a été lancée il y a quelques semaines afin d'obtenir davantage de pouvoirs locaux.

Le dirigeant du Parti nationaliste écossais (SNP), Alex Salmond, a reconnu sa défaite. « *L'Ecosse a décidé, à la majorité, de ne pas devenir un pays indépendant. J'accepte le verdict des urnes et j'appelle tous les Écossais à faire de même et à accepter la décision du*

peuple » a-t-il souligné, se félicitant néanmoins que plus de 1,5 million d'Écossais se soient prononcés pour le « oui ». Les partisans de l'indépendance ont également appelé Londres à respecter le plus rapidement possible sa promesse de transférer davantage de pouvoirs à Edimbourg.

Au début du mois d'août, le Parti conservateur, le Parti travailliste et les Libéraux-démocrates (Lib-Dem), les 3 principaux partis britanniques qui s'étaient unis dans la coalition Better Together pour défendre une Ecosse britannique, s'étaient engagés à accroître l'autonomie dont bénéficie l'Ecosse en cas de victoire du « non ». La région septentrionale du Royaume-Uni pourrait bénéficier de pouvoirs élargis en matière de fiscalité (être autorisée à augmenter les impôts) et de sécurité sociale après les prochaines élections législatives prévues dans le pays pour le printemps 2015.

En dépit d'un résultat défavorable à l'indépendance, le processus d'autonomisation de l'Ecosse devrait donc se poursuivre et le référendum du 18 septembre marquer le début d'un nouveau cycle de négociations entre Londres et Edimbourg qui pourrait rapidement déboucher sur une « dévolution maximum », soit une plus large autonomie pour la région septentrionale du Royaume-Uni.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.